

<https://www.elcorreo.eu.org/Le-president-Milei-est-malade-et-c-est-grave>

Le président Milei est malade et c'est grave !

- Argentine -

Date de mise en ligne : lundi 8 juin 2026

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Le président fait preuve d'un décalage inquiétant avec la réalité. Un traitement approprié s'avère nécessaire, mais cela n'enlève rien à la nécessité de poursuivre le président et tous ceux qui ont perpétré les destructions et les souffrances que nous subissons.

Il y a près de deux siècles, en 1837, [Hans Christian Andersen](#) publiait une fable intitulée « [Les Habits neufs de l'empereur](#) ». Andersen y raconte l'histoire d'un monarque très soucieux de sa garde-robe qui apprit un jour que deux tailleurs pouvaient lui confectionner l'étoffe la plus douce qui soit, dotée de l'incroyable propriété d'être invisible aux sots et aux incapables. Une fois l'étoffe terminée, et ne voulant pas paraître ridicule, le roi revêtit ce vêtement imaginaire pour participer à un défilé et se promena en sous-vêtements devant l'assemblée jusqu'à ce qu'un garçon s'écrie : « Le roi est nu ! » Je reviendrai sur cette fable plus tard.

En Argentine, Milei a affirmé que les journalistes « défendent le privilège de salir les gens, de ruiner leurs vies en toute impunité, car lorsque la justice triomphe, à quoi bon les excuses ? Comment réparer les dégâts ? Vous avez causé ce mal, vous avez ruiné la vie d'un homme, peut-être déjà fragile émotionnellement, qui se suicide. Autrement dit, vous avez ôté une vie humaine ».

Puis il a ajouté : « Par exemple, quelqu'un pourrait-il informer Plager qu'il est complice de meurtre ? »

Un tel comportement, presque imperceptible, est alarmant. C'est comme si Milei ne percevait que les critiques qu'il reçoit et celles de certains de ses collaborateurs privilégiés, tout en restant inconscient de ses propres attaques impitoyables, truffées d'insultes, de grossièretés et d'un langage scatologique – certains d'une infamie sans pareille, comme le retweet d'une fausse vidéo, créée par intelligence artificielle, montrant la journaliste Julia Mengolini en train d'avoir des relations sexuelles avec son frère. Il est cruel avec les mots, avec les mensonges, avec les contrevérités. Avec ses pratiques méprisables d'une insensibilité prodigieuse, que l'on pourrait décrire en utilisant un vocabulaire exceptionnel d'insultes utilisé par le Président, comme la suppression par le gouvernement des subventions de voyage pour les personnes handicapées, les enfants atteints de cancer ou ceux en attente d'une greffe.

Milei a lié la position de la journaliste en faveur de la dépénalisation de l'avortement à « ces huit enfants retrouvés morts après des avortements, des enfants de 7 et 8 mois... mais elle est allée au Congrès », a-t-il poursuivi, « pour défendre la loi sur l'avortement ; quelles sont les compétences de Plager en bioéthique pour aller parler au Congrès en faveur d'une loi alors qu'elle n'est qu'une journaliste ? Avons-nous la moindre idée de l'énorme disproportion de son ego pour parler d'un sujet qu'elle ne maîtrise absolument pas ? Elle et toutes les militantes femmes sont complices de tous les décès liés aux avortements. Ils sont complices de meurtres dans le ventre de la mère ! Ce sont des meurtriers ! » a crié le président.

Le mépris flagrant dont font preuve Milei et ses alliés envers les enfants qui naissent rappelle une raillerie bien sentie lancée par les démocrates américains contre les républicains : « *Les républicains ne s'intéressent à la vie que de la conception à la naissance* . » Dans le cas de Milei, il convient de rappeler qu'en tant que membre du Congrès, il a voté contre l'aide de l'État pour les enfants nés avec des malformations cardiaques congénitales, principale cause de mortalité infantile chez les enfants de moins d'un an. Milei et Villarruel ont fait valoir qu'une telle aide entraînerait une augmentation des dépenses publiques et un renforcement de l'intervention de l'État.

Pour en revenir à la journaliste [Débora Plager](#) : elle avait contesté l'interprétation du procureur lors de la perquisition de la clinique Santa María à Villa Ballester, où huit fœtus humains avaient été découverts dans des

sacs-poubelle le mois dernier. Le procureur avait considéré tous ces cas comme des « avortements », tandis que Débora Plager soutenait que plusieurs cas n'entraient pas dans le champ d'application de la loi sur l'avortement, car cinq d'entre eux concernaient des fœtus ayant dépassé les 14 semaines autorisées par la réglementation en vigueur et étaient des corps formés, tandis que trois autres n'en étaient que des embryons.

Milei a imputé la baisse du taux de natalité en Argentine à la loi dépénalisant l'avortement, qu'il qualifie de « massacre systématique ». « *Si vous observez une telle baisse, c'est que vous avez commis un génocide. Mme Plager est complice de cela, de tous ces meurtres* », a affirmé Milei. Le président omet et falsifie, en mentant comme à son habitude. La loi sur l'interruption de grossesse a été adoptée en 2020, et la baisse du taux de natalité avait commencé six ans plus tôt, en 2014. Le mouvement « Liberté progresse » étant présenté comme une vitrine de pratiques moyenâgeuses, le sénateur Francisco Paoltroni, membre de ce parti, a prétendu que la baisse de la consommation en Argentine était en partie due à la diminution des naissances.

Cette histoire impliquant Plager et d'autres journalistes a une longue histoire. Tout a commencé en juin 2021, lorsque Milei a critiqué, dans l'émission de Viviana Canosa, les listes de personnalités politiques et sociales publiées sur le site web « Conservative Reaction », compilées par un groupe de journalistes féministes. Ces listes contenaient des profils détaillés avec les noms, prénoms, photos, parcours et affiliations politiques de ces personnalités. Milei a alors affirmé, presque en criant, que les libertariens « écrasaient les salauds de gauchistes dans la bataille culturelle » parce que « nous sommes plus performants qu'eux, non seulement parce que nous les battons en termes de productivité », mais aussi parce que « nous sommes moralement supérieurs, esthétiquement supérieurs, meilleurs en tout... et ça leur fait mal ».

Les journalistes Plager, Doman, Vilouta, Candalaft et Duggan ont critiqué les propos de Milei dans l'émission Intratables le 17 juin 2021. « C'est un concept fasciste, avant tout », a déclaré Doman. Ce à quoi Plager a ajouté : « *Absolument* ». Puis elle a dit : « *Très hitlérien* ». Pour ces trois mots prononcés par Plager, Milei a exigé qu'elle paie un million de pesos, plus les frais de justice et les honoraires d'avocat. Le député, qui prétend défendre la liberté, ne pouvait tolérer que de tels propos soient tenus à son sujet. « Je ne peux pas fermer les yeux sur cette banalisation de l'Holocauste par les accusés, car cela reviendrait à manquer à mon engagement public », a déclaré Milei dans sa plainte. Il a fait le lien avec sa promesse, faite lors d'une visite au Musée de l'Holocauste, que s'il était élu au Congrès, il lutterait « *depuis cette position contre l'antisémitisme* ».

Débora Plager est juive. Son frère est né en Israël, où ils ont vécu plusieurs années avec leurs parents juifs. Une grande partie du travail de leur mère est liée à la lutte contre l'antisémitisme, et leur grand-père a perdu sa femme et trois de ses enfants, assassinés dans un camp de concentration. Milei a intenté un procès de plusieurs millions de dollars contre tous les journalistes mentionnés pour « atteinte à son honneur » et « préjudice moral », les accusant de l'avoir « associé au nazisme et à Hitler », selon la plainte déposée en novembre 2021.

Revenons aux semaines frénétiques d'un président incontrôlable : « Qui a payé pour les mesures d'austérité ? » a demandé Milei, entouré de ses partisans sur sa chaîne *de streaming*. Il a répondu *lui-même* : « *Le secteur public et moi avons financé l'ajustement économique* », arguant que son salaire était resté inchangé et que les salaires du secteur public avaient subi la plus forte baisse. Une autre démonstration outrancière de la part de quelqu'un dont toutes les dépenses sont prises en charge, y compris celles de ses chiens, et qui est fortement soupçonné d'avoir perçu d'autres revenus dans l'affaire Libra, d'avoir payé des audiences et d'avoir été impliqué dans diverses affaires de corruption où sa sœur est invariablement mise en cause.

De plus, il ne parlait plus de la caste politique (dont une grande partie occupe les postes clés de son gouvernement), mais faisait plutôt référence au secteur public, à l'État qu'il est venu détruire et qu'il réussit à détruire, ce qui inclut les fonctionnaires, tout le personnel de santé et d'éducation publics, les forces de sécurité, le système judiciaire, l'ARCA, les douanes, l'INTI, l'INTA, l'INVAP, le Conicet, les universités, la Commission de l'énergie atomique, parmi tant

d'autres secteurs et organisations essentiels que le gouvernement de Milei détruit ou conduit à la ruine par asphyxie financière.

Puis, comme s'il s'exprimait d'un point de vue différent, il a déclaré : « Si vous faites de la politique... appelez ça comme ça vous chante, vous ne pouvez pas simplement dire : « Je pars sans aucune garantie ». Tu as une responsabilité envers 48 millions de personnes. Tu ne peux pas oublier qu'il y a des gens derrière toi. Parce que si tu faites une erreur, des gens vont crever de faim. Cela ne t'arrivera pas à toi, car tu vis dans une bulle (est-ce une forme d'autocritique inconsciente ?), mais cela arrivera à d'autres, et tu travailles pour ces gens-là. Il ne s'agit pas de trouver comment mieux se masturber avec un modèle ; il s'agit de devoir prendre des décisions dans un monde dans une putain d'incertitude incroyable ».

Ce que le président semble ignorer, ou refuser d'admettre, c'est que des gens crèvent de faim. Tout cela est dû à son attachement à un modèle économique autrichien qui n'a jamais été appliqué ailleurs dans le monde, et qui n'a été testé qu'à Grafton, une petite ville de 1 300 habitants du New Hampshire, envahie par les ours faute de ramassage des ordures.

Si Cervantès avait imaginé un Don Quichotte rendu fou par la lecture de romans de chevalerie, en Argentine un homme est devenu président après avoir perdu la raison à force de lire et d'adopter fanatiquement des positions dogmatiques et mal assimilées issues de l'École Autrichienne et de figures d'extrême droite étasuniennes. Milei peut ainsi affirmer : « *Nous avons réduit la pauvreté car nous avons injecté plus de 100 milliards de dollars dans les poches des Argentins* ».

Ou bien il pourrait s'en prendre au caractère satanique du marxisme en déclarant :

« Qu'est-ce que je pourrais bien avoir en commun avec ces étrons fils de putes ? » Dans sa conférence à l'université Bar-Ilan en Israël, intitulée « Le capitalisme, la machinerie divine du paradis », il affirmait : « Rejeter la loi de Dieu, c'est adhérer au marxisme. Le marxisme s'autoproclame comme une théorie satanique. Marx était sataniste. Le marxisme se substitue au Créateur. C'est l'État qui se fait Dieu. C'est la tentative la plus ambitieuse et la plus dévastatrice de remplacer l'ordre divin par l'ordre humain ».

Véritable paradoxe ambulant et critique sans bornes, il peut traiter le recteur de l'Université Nationale de Rosario, Franco Bartolacci, de « *criminel* » pour avoir demandé au gouvernement d'appliquer la loi sur le financement des universités, votée deux fois par le Congrès ; et dans le même temps défendre le peu recommandable et menteur [Manuel Adorni](#), qui a vu sa fortune augmenter et son niveau de vie devenir indéfendable en seulement deux ans et demi dans cet État décrié.

À ce propos, une ironie mémorable a été écrite par le chroniqueur de La Nación, Martín Rodríguez Yebra, le 9 mai : « Comme preuve définitive de son innocence, Milei a fait référence aux détails esthétiques du projet Indio Cuá qui avaient enflammé la conversation sociale : « Ils parlaient de cascades, et il s'est avéré que ce n'était que deux petits tuyaux d'eau ». « Tout ce tapage pour un simple filet d'eau », a conclu le journaliste ».

Il s'agit du même président qui continue de défendre son candidat à député national, [José Luis Espert](#), opportunément écarté de la course en raison de ses liens manifestes avec un trafiquant de drogue. Le fait qu'un juge texan ait accepté la reconnaissance de culpabilité de Fred Machado pour fraude et blanchiment d'argent en échange de l'abandon des poursuites pour trafic de drogue aux États-Unis ne rend pas Espert innocent, comme le prétend Milei, ni victime du journalisme. Son ignorance, voire sa désinformation, provient de sa dépendance exclusive à la source d'information X, car Milei, loin de se contenter d'utiliser internet, y est accro.

Il s'agit du même président qui manipule délibérément les chiffres officiels, se trompe systématiquement dans ses

prévisions, ment effrontément, considère « l'inflation, en tout temps et en tout lieu, comme un phénomène monétaire », et qui, après dix mois de hausse des prix, cherche désormais des explications ailleurs ; celui-là même qui a mis en œuvre les mesures d'austérité les plus drastiques de l'histoire, et qui, près de trente mois plus tard, à peine sept mois après avoir présenté l'unique budget de son mandat, doit imposer une coupe budgétaire brutale de 2 500 milliards de pesos, affectant, comme toujours, le financement de la santé, de l'éducation, de la science et de la technologie ; de la fourniture de médicaments en général et de traitements contre le cancer en particulier aux programmes de lutte contre l'illettrisme. Que Milei qualifie cela de « moralité comme politique d'État » est une parodie macabre.

La répartition des impôts selon le modèle de Robin des Bois, qui aggrave la régression du système fiscal, montre qu'en Argentine, d'après une étude internationale sur l'Amérique Latine, les riches paient 25 % de leurs revenus en impôts, la classe moyenne 30 % et les pauvres 37 %. La baisse du pouvoir d'achat des salaires et des retraites entraîne une diminution de la consommation, et par conséquent une baisse des recettes fiscales ces dix derniers mois, laissant présager de nouvelles coupes budgétaires jusqu'à ce que les plus accablés disent « ça suffit ! ».

Ironiquement, on pourrait dire : Trotsky proposait la « révolution permanente », le ménemisme la « contingence permanente » et Milei l'« ajustement perpétuel ». Le président pousse à l'extrême, de façon inédite, la déclaration de Nicolás Avellaneda en 1876, devant le Congrès : « Je rembourserai la dette à tout prix, même au prix de la faim et de la soif des Argentins ». En échange, on brade les ressources naturelles, on abandonne la politique étrangère, on imite uniquement les pratiques américaines et le monde se réduit à ce pays et à Israël.

Un président de nationalité italienne, admirateur de Margaret Thatcher, qui a coulé le General Belgrano, causant la mort de 323 Argentins, et qui conclut un accord avec les États-Unis, annoncé par l'ambassade américaine sans que le ministère argentin des Affaires étrangères n'en parle, déclarant la mer d'Argentine espace commun mondial, et pour lequel Milei a autorisé – pour les cinq prochaines années – une surveillance maritime et des patrouilles aériennes en collaboration avec le Commandement Sud. Seul le gouvernement qui se proclame le meilleur de l'histoire pouvait faire cela. Le même gouvernement qui rend également possible, selon la description qu'en faisait l'écrivain César González dans *Le Monde Diplomatique* en mai 2026 : « *Le quartier Libertad-Merlo. Des boucheries qui ne vendent pas au kilo mais à la tranche, des œufs achetés individuellement, des bagarres entre ceux qui se disputent les restes, des drogues de plus en plus diluées et divisées en portions toujours plus petites* ».

Le président argentin est malade.

Au pays de Milei, la vérité est morte et le mensonge est une drogue. Les mesures d'austérité, le transfert de revenus, sont si scandaleux et criminels que, tandis que les compagnies d'électricité reçoivent une compensation de 3,5 milliards de dollars pour les tarifs non actualisés entre 2020 et 2023, les subventions au gaz sont supprimées pour les usagers des régions froides. Parallèlement, les taxes à l'exportation sur le secteur agricole sont réduites, le PAMI (Institut national des services sociaux pour les retraités et les pensionnés) est démantelé et la prime de retraite reste inchangée à 70 000 pesos argentins depuis mars 2024, faute d'argent, prétend-on. L'ANSES (Administration nationale de la sécurité sociale) est démantelée par le prélèvement de 2,5 milliards de dollars sur les cotisations des retraités, qui serviront à verser des indemnités de licenciement aux personnes mises à pied par les entreprises, désormais reportées à 2027. Parallèlement, les taxes sur les voitures de luxe sont réduites et le nombre de Porsche vendues en un seul mois dépasse celui de toutes les années précédentes réunies, tandis que la « taxe PAIS » qui finançait la distribution gratuite de médicaments aux retraités a été supprimée.

Il s'agit également d'une « moralité érigée en politique d'État », avec la suppression du programme REMEDIAR, qui fournissait près de 70 médicaments gratuits à 19 millions de personnes dans tout le pays, et le refus d'appliquer les lois sur le financement des personnes handicapées et des universités publiques.

Le président Milei est malade et c'est grave !

Parallèlement, des entreprises publiques sont vendues aux enchères et des biens appartenant à l'État sont bradés pour rembourser la dette. Pendant ce temps, les fraudeurs fiscaux échappent aux poursuites en vertu de la loi fiscale grâce au relèvement du seuil d'application de celle-ci à 100 millions de pesos par impôt et par exercice fiscal, privant ainsi l'État de recettes fiscales potentiellement gagnables, et ce, grâce à la loi d'amnistie fiscale récemment adoptée. C'est cette même loi qui permet à certains de se rendre à la Banque nationale avec 700 000 dollars sans avoir à justifier leur provenance. Voilà comment ils prétendent lutter farouchement contre le trafic de drogue.

Que le président souffre d'un profond déséquilibre est quelque chose qu'il n'est pas nécessaire d'être psychiatre pour comprendre, de la même manière qu'il n'est pas nécessaire d'être vétérinaire pour certifier qu'un animal à quatre pattes avec une queue qui aboie est un chien.

- [Patricia Bullrich](#), la sénatrice et ancienne *Ministre de la Répression*, après que le président lui a crié de se taire, a déclaré, en utilisant une métaphore : « *Le président a une forte émotionnalité* ».
- **Gustavo González**, le journaliste, a écrit dans *Perfil* le 17 mai : « *La rationalité moyenne a toujours privilégié l'interprétation métaphorique des propos de Javier Milei. Par exemple, on traduit son « amour des chiens » par « ils me conseillent dans différentes disciplines ». Il en va de même pour ses déclarations sur le pouvoir de sa sœur. On continue de les considérer comme des métaphores pour ne pas s'opposer à la raison. Le problème, c'est qu'il est le chef d'État le plus littéral qu'ait connu le pays* ».
- [Mauricio Macri](#), son allié politique, a déclaré que le leadership de Milei est « *un leadership émotionnel. Il se prend pour un prophète. Il faut trouver un équilibre* ».
- **Jorge Fernandez Díaz**, chroniqueur à *La Nación*, écrivait le 17 mai : « *Les inepties grossières proférées ce jeudi par le Président sur deux chaînes de streaming, devant lesquelles beaucoup restent silencieux et feignent l'ignorance face à ces manifestations regrettables et dangereuses... Ils font désormais partie de cet asile de fous* ».

J'ai consulté l'un des psychiatres les plus réputés du pays, qui, se basant sur ses observations lors de ses nombreuses apparitions publiques, notamment ses passages sur les chaînes de streaming [Carajo](#) ([Daniel Parisini](#), alias « [Gordo Dan](#) ») et [Neura](#) ([Alejandro Fantino](#)), qui montre son comportement avec ses nombreuses allusions sexuelles, son langage scatologique et ses insultes diverses. Il a répondu : « *C'est un psychopathe paranoïaque avec un jugement altéré de la réalité, projectif ; on a même parlé de psychose « inoculatoire » à une époque : il projette tout ce qui lui arrive sur autrui* ».

Il n'existe toujours pas d'enfant qui crie : « LE PRÉSIDENT EST NU !!! »

- **Milan Kundera, le célèbre écrivain tchèque affirmait** : « Les peuples sont également coupables de ce qu'ils choisissent d'ignorer ».
- **Eduardo Grüner, le sociologue argentin écrivait dans ces contrées** : « Aucun fou de la tronçonneuse ne peut surgir à moins qu'une forme de consensus ne se soit créée sur l'opportunité d'abattre la forêt ».
- **Juan José Becerra l'écrivain argentin a réfléchi** : « Parce que ce cauchemar historique est un produit de l'histoire, et non du cauchemar lui-même ».
- **Jorge Elbaum, le sociologue et journaliste a déclaré** : « Quand cette crise psychiatrique de l'identité argentine prendra-t-elle fin ? »

Le président est malade et c'est très inquiétant.

Le président Milei est malade et c'est grave !

Il excelle à démanteler la société issue du péronisme, un processus que l'*establishment* qui le soutient, et qui s'inquiète parfois lui-même, tente de mener à bien depuis 1955. Son gouvernement est un échec total pour le pays et un rêve pour une poignée de bénéficiaires d'un modèle économique principalement axé sur l'exportation et fondé sur la spéculation financière, auquel s'ajoute l'économie extractive du lithium, du cuivre et de l'or, en plus des industries gazières et pétrolières existantes.

L'héritage qu'il laissera est celui d'un pays bombardé, comme la [Plaza de Mayo le 16 juin](#), avec une société fracturée, un nombre sans précédent de travailleurs du secteur informel, un nombre record de suicides dépassant le nombre quotidien de décès dus aux accidents de la route et aux homicides, une explosion des maladies mentales, la réapparition de maladies éradiquées et une augmentation des taux de mortalité infantile et âgée – le tout soutenu par une poignée de bénéficiaires déclarés et implicitement par nombre de ses victimes. C'est le pays que *les précédents* « trois M » ([Martínez de Hoz](#), [Macri](#), [Menem](#)) rêvaient de bâtir sous la démocratie. **Le président est malade, et c'est profondément inquiétant.**

Un psychopathe doit être traité avec la compassion qu'il ignore. Cela ne signifie pas pour autant que le moment ne viendra pas de poursuivre en justice tous ceux qui ont perpétré cette destruction, les morts dont ils sont responsables, les souffrances infinies qu'ils ont infligées, ainsi que les hommes d'affaires qui ont encouragé des politiques discriminatoires, comme ceux qui financent la [Fondation FARO](#) laquelle apporte un soutien inconditionnel au gouvernement. La dictature criminelle a perpétré des massacres ; le gouvernement de Milei laisse mourir des gens.

Milei est accompagné de députés et de sénateurs complices du démantèlement du système productif, d'une capitulation antinationale sans précédent, de gouverneurs à genoux, d'hommes d'affaires intimidés et au bord de la faillite, d'un pouvoir judiciaire honteux, d'une Cour suprême qui garantit tous les outrages du gouvernement.

C'est [Lali Espósito](#), une jeune chanteuse à succès, cible favorite du Président, qui a prédit, dans un *tweet* de seulement quatre mots, les temps à venir où le tueur de liberté gagnerait : « **Comme c'est triste, comme c'est dangereux** ».

L'histoire avance lentement, mais nous sommes peut-être plus proches des gens qui crient, comme dans la fable d'Andersen : « **Le président est nu** ».

Hugo Presman* pour [La Tecl@ Eñe](#)

[La Tecl@ Eñe](#). Buenos Aires, 1er juin 2026.

Traduit de l'espagnol pour et depuis [El Correo de la Diàspora](#) par : Estelle et Carlos Debiasi.

El Correo de la Diaspora-Â»

https://www.elcorreo.eu.org/Le-president-Milei-est-malade-et-c-est-grave?var_mode=calcul]. Paris, le 8 juin 2026.